

## La résilience de l'autoritarisme maduriste

par Thomas Posado

Le Venezuela connaît depuis sept ans une crise économique d'une ampleur inédite. Selon les données du Fonds monétaire international (FMI), l'économie vénézuélienne se serait contractée de 71,98 % entre 2014 et 2020<sup>1</sup>. Un tel effondrement a des conséquences dramatiques dans la société vénézuélienne. L'Organisation des nations unies (ONU) et de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) estiment que 5,4 millions de Vénézuéliens ont quitté leur pays<sup>2</sup>, soit l'une des plus importantes crises migratoires de la planète. Gouverner un pays dans de telles conditions constitue une gageure, et le maintien au pouvoir de Nicolás Maduro depuis 2013 demeure une énigme. Comme l'écrit Javier Corrales, « la réponse la plus évidente [à cette question] est que Maduro a survécu parce qu'il est devenu plus autoritaire »<sup>3</sup>. Ces pratiques autoritaires, diverses et variées dans leur configuration, permettent à Nicolás Maduro de conserver le pouvoir. Son autorité est telle actuellement que le politologue Laureano Márquez parle même d'« antifragilité » pour qualifier le régime vénézuélien et souligner ainsi le fait que chacune des difficultés que rencontre la société vénézuélienne renforce paradoxalement l'exécutif<sup>4</sup>. En 2020, le gouvernement Maduro a réussi une fois de plus à se maintenir au pouvoir malgré la crise sanitaire provoquée par la pandémie de Covid-19, l'isolement du pays orchestré par les Etats-Unis et l'annonce d'élections législatives en décembre, d'ores et déjà jugées inévitables par l'opposition.

### Une gestion précoce de la pandémie

Le déclenchement d'une épidémie dans une société fragilisée où les services publics d'eau et de santé sont dans un état de délabrement avancé constitue un défi pour les pouvoirs politiques. Dans un pays où la majorité des municipalités est régulièrement privée d'eau potable et 93,8 % des foyers des dix principales villes doivent en stocker en raison des failles du système de distribution<sup>5</sup>, respecter un geste barrière aussi basique que le lavage régulier des mains est quasi impossible. Pourtant, la propagation de l'épidémie de Covid-19 est longtemps demeurée limitée au Venezuela. Le gouvernement de Nicolás Maduro a été le premier en Amérique latine à prendre des mesures drastiques pour y faire face. Dès le 16 mars, alors que le pays ne comptait officiellement que dix-sept personnes malades, l'état d'alerte a été déclaré, l'activité scolaire suspendue, une enquête lancée à travers la plateforme Patria afin que toute personne présentant des symptômes susceptibles de correspondre à la Covid-19 puisse le déclarer en ligne et le confinement décrété pour la capitale du pays, Caracas, et six Etats fédéraux (il sera généralisé

---

<sup>1</sup> FMI, page consacrée au Venezuela, [www.imf.org/en/Countries/VEN](http://www.imf.org/en/Countries/VEN)

<sup>2</sup> Les chiffres sont actualisés sur la Plateforme de coordination interinstitutionnelle pour les réfugiés et les migrants du Venezuela (<https://r4v.info/es/situations/platform>). Les chiffres indiqués sont ceux du 5 novembre 2020.

<sup>3</sup> J. Corrales, « Authoritarian survival : Why Maduro hasn't fallen », *Journal of Democracy*, Vol. 31, n° 3, 2020, p. 40.

<sup>4</sup> L. Márquez, « Un régimen antifragilístico », *Tal Cual*, 4 août 2020.

<sup>5</sup> Données de l'Observatoire vénézuélien des services publics (OVSP), décembre 2019.

à l'ensemble du pays dès le lendemain). Deux facteurs expliquent cette réactivité. D'une part, une pénurie d'essence menaçait de bloquer *de facto* le pays, ce qui a incité le gouvernement à anticiper cette paralysie au nom de la santé publique. D'autre part, l'exécutif avait sans doute conscience de la fragilité du système de soins face à une crise de cette ampleur.

Les alliés géopolitiques du Venezuela ont contribué à façonner cette stratégie de lutte contre l'épidémie, du fait de la présence de médecins cubains sur le territoire depuis 2003 ou encore via des livraisons massives par la Chine et la Russie de tests rapides, de masques et de gants jetables. Contrairement à la plupart des pays de la région, le gouvernement Maduro a garanti la gratuité des tests de diagnostic et du traitement. En revanche, un rapport du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU a révélé que seuls 2,4 % des tests réalisés dans le pays jusqu'au 21 mai étaient des tests dits PCR, c'est-à-dire que la quasi-totalité d'entre eux étaient des tests rapides peu fiables<sup>6</sup>. Jusqu'au 15 mai, la propagation de l'épidémie a été très limitée : selon les chiffres officiels, seuls 459 cas et 10 décès ont été recensés. Ce résultat est à mettre au crédit du confinement précoce du pays, mais aussi de son relatif isolement aérien.

A partir de la mi-mai, l'épidémie a nettement progressé avec un pic en août, jusqu'à atteindre 104 177 cas et 916 décès au total le 6 décembre 2020 selon les chiffres officiels – des chiffres qui demeurent toutefois marginaux en comparaison des pays voisins. Paradoxalement, c'est à partir du 1<sup>er</sup> juin que le gouvernement a décidé d'assouplir la quarantaine. Dans les faits, les Vénézuéliens la contournaient déjà depuis plusieurs semaines pour générer des revenus et se ravitailler en eau, en nourriture, en gaz... Comme dans de nombreux pays latino-américains, près de la moitié de la population active relève du secteur informel, et la satisfaction des besoins les plus élémentaires exige de pouvoir sortir dans la rue quotidiennement malgré les risques sanitaires. Le déconfinement a été organisé de manière progressive, alternant période de travail et période de reconfinement, selon un schéma cinq jours/dix jours puis sept jours/sept jours, puis de manière différenciée selon les régions et selon les secteurs économiques<sup>7</sup>.

Les conséquences politiques de la crise sanitaire ont été limitées. Ce n'est que le 1<sup>er</sup> juin que les équipes de Nicolás Maduro et Juan Guaidó se sont engagées auprès de l'Organisation panaméricaine de santé pour y faire face. En revanche, la crise migratoire a été fortement impactée par le déclenchement de la pandémie. Des dizaines de milliers de Vénézuéliens émigrés ont perdu leur travail et ont tenté de revenir chez eux car ils ne disposaient d'aucune protection sociale dans leur pays d'accueil. Selon les autorités vénézuéliennes, cette inversion des flux migratoires concerne près de soixante mille personnes. Le gouvernement de Nicolás Maduro les a accusés d'être responsables de la propagation de la Covid-19 au Venezuela : d'abord implicitement, en distinguant lors des bilans épidémiologiques quotidiens les cas « importés » de l'étranger et les cas « communautaires », puis explicitement en accusant les *trocheros*, ceux qui ne se plient pas aux contraignantes mesures de retour au pays, d'être des « bioterroristes ».

---

<sup>6</sup> Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU, « Venezuela : COVID-19 », *Flash Update N° 4*, 22 mai 2020, [www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ven\\_covid-19\\_flash\\_update\\_no4\\_final\\_en\\_0.pdf](http://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ven_covid-19_flash_update_no4_final_en_0.pdf)

<sup>7</sup> V. Davies, « Un enfermo para atender enfermos : El sistema de salud venezolano ante la llegada del nuevo coronavirus », *Análisis y Debate*, Rosa Luxemburg Stiftung Oficina Región Andina, n°11, juillet 2020.

Le 8 mai, un rapport de l'Académie nationale de sciences physiques, mathématiques et naturelles (ACFIMAN) vénézuélienne a alerté sur le risque d'un pic épidémique entre juin et septembre et recommandé aux autorités de s'y préparer<sup>8</sup>. Diosdado Cabello, président de l'Assemblée nationale constituante et numéro deux du régime, a réagi en accusant les auteurs du rapport de « générer de la panique » et en les menaçant explicitement d'arrestations arbitraires.

En définitive, le Venezuela a été moins frappé par l'épidémie de Covid-19 que la plupart de ses voisins. Pour le gouvernement de Nicolás Maduro, cette crise sanitaire a été une opportunité pour accroître son contrôle sur la société et limiter l'impact désastreux de la pénurie de carburant qui était annoncée.

### **Une pression américaine contre-productive**

La survenue de la pandémie aurait pu provoquer un moratoire sur les sanctions américaines qui asphyxient l'économie vénézuélienne depuis 2017. Pourtant, l'administration Trump a choisi de durcir sa politique à l'égard du Venezuela. Si ces mesures ne sont pas à l'origine de la crise économique, leur impact se fait toutefois d'autant plus ressentir. La volonté affichée de Donald Trump était de renverser Nicolás Maduro. Le 26 mars, le département américain de la Justice et deux juridictions fédérales ont annoncé des poursuites judiciaires pour narcotrafic à l'encontre de Nicolás Maduro et d'une dizaine de dirigeants vénézuéliens, offrant quinze millions de dollars pour toute information permettant l'arrestation ou la condamnation du chef de l'Etat. De toute évidence, ce type de poursuites est à géométrie variable si l'on compare avec le sort réservé à Juan Orlando Hernández, président du Honduras, accusé par un procureur fédéral new-yorkais d'avoir été financé par El Chapo, mais qui jouit toujours de relations diplomatiques très cordiales avec Washington. Le 31 mars, le gouvernement américain a proposé un « Cadre pour une transition démocratique »<sup>9</sup> au Venezuela qui prévoyait l'établissement d'un Conseil d'Etat transitoire bipartisan où ne siègeraient ni Nicolás Maduro ni Juan Guaidó. Cette proposition est restée lettre morte.

Le 3 mai, vingt-deux mercenaires sont entrés dans la baie de Macuto, à une trentaine de kilomètres de Caracas, déclenchant l'« opération Gedeon » visant à capturer le président. Basée sur un contrat passé entre des secteurs de l'opposition et l'entreprise de sécurité américaine Silvercorp, dirigée par Jordan Goudreau, vétéran des forces spéciales, l'opération a été rapidement neutralisée. Le gouvernement Maduro a promptement accusé les Etats-Unis et Juan Guaidó d'être à l'origine de cette tentative de coup de force. Dans les faits, Silvercorp a effectivement assuré la sécurité de meetings politiques de Donald Trump, ainsi que celle du concert organisé par le camp Guaidó à la frontière colombienne en février 2019, sur recommandation de la Maison-Blanche. Ledit contrat a bien été signé par Juan Guaidó pour 212,9 millions de dollars, honoré seulement à hauteur de cinquante mille dollars. La somme

---

<sup>8</sup> Academia de Ciencias Físicas, Matemáticas y Naturales, « Estado actual de la epidemia de la COVID-19 en Venezuela y sus posibles trayectorias bajo varios escenarios », 8 mai 2020, <https://acfiman.org/2020/05/08/estado-actual-de-la-epidemia-de-la-covid-19-en-venezuela-y-sus-posibles-trayectorias-bajo-varios-escenarios/>

<sup>9</sup> US Department of State, « Democratic transition framework for Venezuela », *Fact Sheet*, Office of the Spokesperson, 31 mars 2020, [www.state.gov/democratic-transition-framework-for-venezuela/](http://www.state.gov/democratic-transition-framework-for-venezuela/)

totale semble toutefois dérisoire pour prétendre prendre le contrôle d'un pays de trente millions d'habitants, avec une armée forte de 365 000 hommes. Autre preuve de l'amateurisme de cette opération : son évocation publique par le général en retraite Clíver Alcalá dès mars 2020. Sans compter que les assaillants ont tenté d'entrer sur le territoire vénézuélien en plein jour, à quelques kilomètres de la capitale, dans une aire densément peuplée. La probabilité de succès de l'opération Gedeon était donc à peu près nulle<sup>10</sup>. Le lien ténu entre Silvercorp et l'administration Trump ne prouve pas non plus l'implication des Etats-Unis dans l'organisation de cette opération. Son échec n'en a pas moins contribué à renforcer la légitimité du gouvernement de Nicolás Maduro, en donnant du crédit à son récit d'un pays menacé dans sa souveraineté nationale par l'impérialisme américain, et en lui permettant ainsi de remobiliser sa base sociale. Cette tentative avortée a également servi de prétexte à un renforcement des pratiques autoritaires.

Le durcissement des sanctions extra-territoriales est tel que tout approvisionnement en essence engage le pays dans un bras de fer géopolitique avec les Etats-Unis, comme ce fut le cas fin mai avec l'arrivée de pétroliers envoyés par l'Iran au Venezuela. Outre l'accentuation de la crise économique et son corollaire, la dégradation des conditions de vie de la population, la littérature scientifique a montré la faible efficacité de ces sanctions pour impulser un changement politique, surtout lorsqu'elles frappent l'ensemble des secteurs de la société, ont un coût économique majeur et se pérennisent. Dans les faits, les mesures coercitives américaines ne font qu'accroître la dépendance de la population au gouvernement via la distribution irrégulière de paniers de nourriture par les Comités locaux d'approvisionnement et de production (CLAP) pour pallier les pénuries. Les analyses convergent quant à leur caractère contre-productif<sup>11</sup>.

### **Des élections législatives frauduleuses relégitiment Maduro**

Début juillet, le Conseil national électoral (CNE) a annoncé la tenue des élections législatives le 6 décembre 2020. L'enjeu était important puisqu'il s'agissait d'élire les représentants de la seule institution aux mains de l'opposition depuis sa victoire au scrutin de 2015. Ses prérogatives avaient été suspendues par l'exécutif en raison de suspicions de fraude pour l'élection de trois députés d'un Etat fédéré du sud du pays, l'Amazonas, sans qu'un nouveau scrutin ne soit organisé. Le 5 janvier 2020, les députés chavistes avaient élu un opposant dissident, Luis Parra, à la tête de l'Assemblée nationale, mais l'opposition ne reconnaît quant à elle que la présidence de Juan Guaidó, créant de nouveaux pouvoirs parallèles dans un Etat qui en est désormais coutumier.

A l'été 2020, le pouvoir judiciaire, acquis à Nicolás Maduro, a suspendu les directions nationales de plusieurs partis d'opposition (dont Action démocratique) et nommé des directions *ad hoc* composées de membres plus favorables au gouvernement. Ces derniers

---

<sup>10</sup> M. Sutherland, « ¿Cómo fue la parodia venezolana de Bahía de los Cochinos ? », *Nueva Sociedad*, mai 2020.

<sup>11</sup> S. Gratius et A. Ayuso Pozo, « Sanciones como instrumento de coerción : ¿ Cuán similares son las políticas de Estados Unidos y la Unión Europea hacia Venezuela ? », *América Latina Hoy*, n° 85, 2020, pp. 31-53 ; M. Sutherland, « Impacto y naturaleza real de las sanciones económicas impuestas a Venezuela », PROVEA, 27 mai 2019, [www.derechos.org/ve/web/wp-content/uploads/SancionesSutherland-1.pdf](http://www.derechos.org/ve/web/wp-content/uploads/SancionesSutherland-1.pdf)

étaient alors les seuls à pouvoir s'engager dans un processus électoral sous la bannière du parti, en utilisant son logo et ses emblèmes. Le même procédé a été utilisé à l'égard du parti dissident de la majorité présidentielle, Patrie pour tous, moins de trois semaines après l'annonce de la création d'une Alternative populaire révolutionnaire pour participer de manière autonome aux élections législatives. Cette pratique n'est pas nouvelle : déjà neuf partis en ont fait les frais depuis 2012<sup>12</sup>.

Le gouvernement de Nicolás Maduro a cherché en 2020 à maintenir un équilibre entre répression de l'opposition et maintien d'une façade démocratique pour obtenir une reconnaissance internationale. Le 31 août 2020, il a octroyé une grâce collective à cent dix opposants dont vingt-trois députés et quatre suppléants, leur permettant ainsi de participer aux élections législatives. Ces pratiques ont eu pour conséquence de diviser l'opposition. Comme l'explique Javier Corrales, les pratiques autoritaires « peuvent avoir deux effets contraires. Soit l'opposition est scandalisée et se mobilise, soit elle se décourage, se divise et s'affaiblit. Au Venezuela de Maduro, la première réaction a dominé pendant les années 2013-2017, la seconde a pris le pas au second semestre 2017 »<sup>13</sup>. Il semblerait que cette tendance se soit confirmée cette année. D'une part, l'ancien candidat de l'opposition à l'élection présidentielle de 2012 et 2013, Henrique Capriles, a exprimé son souhait de participer aux élections législatives malgré le non-respect des fondements de la démocratie représentative, pour affronter le gouvernement dans les urnes. Il n'est pas parvenu à un accord sur les conditions d'organisation de celles-ci mais d'autres opposants ont participé au scrutin. D'autre part, María Corina Machado a exclu toute participation électorale, refusant toute concession au régime de Maduro, et appelle toujours de ses vœux une intervention militaire extérieure pour « libérer » le pays. Entre ces deux pôles, Juan Guaidó a peiné à faire entendre son appel à l'unité des forces politiques d'opposition. Dans une telle configuration, Nicolás Maduro a pu se maintenir au pouvoir en renforçant ses pratiques autoritaires. Sans surprise, sa coalition a obtenu 69,3 % des suffrages exprimés et 256 des 277 sièges, avec une abstention de 69 % selon les chiffres du CNE.

On pourrait être tenté de souscrire à l'hypothèse de l'« antifragilité » tant Nicolás Maduro semble plus installé au pouvoir que jamais. Son autoritarisme inébranlable ainsi que le délitement de ses opposants et du soutien de ses alliés internationaux ont permis à son gouvernement de surmonter une fois de plus toutes les crises qui ont frappé le pays cette année<sup>14</sup>. Toutefois, les conditions de vie des Vénézuéliens sont de plus en plus difficiles en raison de l'ampleur de la crise économique (dont l'exécutif est le premier responsable), de la crise sanitaire et des sanctions promulguées par l'administration Trump. La prétendue force de l'exécutif maduriste paraît ne tenir qu'à un fil tant il semble qu'une simple étincelle pourrait suffire à mettre le feu à la poudrière qu'est le Venezuela.

---

<sup>12</sup> Observatorio Electoral Venezolano, « Decisiones del TSJ impactan el sistema de partidos y la oferta electoral », Boletín n° 44, juin 2020.

<sup>13</sup> J. Corrales, « La crise électorale au Venezuela », in O. Dabène (dir.), *Amérique latine. L'année politique 2017/Les Etudes du CERI*, n° 233-234, 2018, pp. 30-31.

<sup>14</sup> T. Porras Ponceleón, « Negociar sin maximizar », *Política Exterior*, 23 juillet 2020.